

Henri Haine

« Une confusion totale »

Le bilan personnel de Henri Haine, membre de la délégation luxembourgeoise à Copenhague

Chaque année, les pays signataires de la Convention cadre sur le changement climatique se réunissent pour discuter son contenu et mise en œuvre. Cependant, ce ne sont que les conférences clés qui captent notre attention, dont Copenhague en 2009 : une conférence précédée d'un dynamisme unique, d'espoir et d'attentes élevées. Or, elle a terminé en déception, désillusion et désespoir.

Entre 1997 et 2005, je présidais, alors que le Luxembourg assurait la Présidence du Conseil de l'Union européenne, le groupe de travail « climat » à Bruxelles qui préparait la position européenne en vue des négociations internationales sur le climat. J'ai représenté les intérêts de l'Union européenne (UE) lors de la conférence de Kyoto et à toutes les « Conference of Parties » (COP), depuis la première en 1995 à Berlin. À Copenhague, j'étais le conseiller de Claude Wiseler, ministre luxembourgeois du Développement durable et des Infrastructures à l'époque. Basé sur les expériences de Copenhague, je présente ici un petit bilan personnel.

Intervention contre-productive

Pour moi personnellement, Copenhague était un échec et une grande déception.

Peut-être parce que j'avais, comme beaucoup d'autres, des espoirs trop prononcés. En effet, depuis le sommet de Rio en 1992, aucune conférence internationale n'a accueilli autant de chefs d'État et de Premiers ministres, sans compter les milliers de délégués et représentants d'ONG, les journalistes, ...

Or, après deux semaines d'après négociations, le bilan était peu encourageant : un accord non contraignant et non signé par tous les pays, obtenu lors de négociations de couloir, menées avant tout par

Et, comble du comble, une dernière plénière qui s'est tenue toute la nuit dans la pagaille.

les États-Unis et la Chine. Copenhague a mis en lumière le rôle de ces deux pays, les plus grands pollueurs du monde, mais également les tensions très vives entre eux.

Au niveau européen, il y avait un manque de préparation et de coordination manifeste entre les ministres de l'Environnement et les chefs d'État et de gouvernement. Ces derniers croyaient arriver à Copenhague pour entériner

un accord tout fait. Finalement, l'intervention des chefs d'État et de gouvernement en fin de conférence s'est révélée contre-productive.

Une confusion totale a dominé ces négociations onusiennes, en partie parce que la présidence danoise de la COP souhaitait laisser le plus grand accès possible aux ONG. Ceci a terminé en salles bondées de monde et rendait une véritable négociation impossible.

C'était une conférence marquée aussi par la faiblesse de Ban Ki-Moon, le manque de leadership de l'Europe ainsi que les frictions entre la présidence (danoise) de la COP et la présidence (suédoise) de l'UE, l'égoïsme de nombreux pays et les pays les plus pauvres qui n'avaient pas vraiment leur mot à dire.

Et, comble du comble, une dernière plénière qui s'est tenue toute la nuit dans la pagaille. Après des heures d'invectives et d'accusations – de tensions –, la COP a finalement « pris note » de l'accord.

Quelle tristesse !

Henri Haine est conseiller de direction au Département de l'Environnement et bourgmestre de la ville de Rumelange.

De Copenhague à Paris ...

Le climat de négociation s'est nettement amélioré depuis Copenhague: la confiance règne à nouveau. De nombreux pays ont soumis leurs contributions nationales avec leurs objectifs, correspondant à 90 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il y a aussi un consensus sur la nécessité de mettre l'accent non seulement sur la réduction des émissions («mitigation»), mais aussi sur l'impact du changement climatique («adaptation»). Cela renvoie à la prise en compte de la situation des pays les moins avancés,

et au financement de l'aide à ces pays, une priorité absolue pour la présidence luxembourgeoise.

Quelques conseils pour les négociateurs actuels

S'il y a bien une leçon à tirer de 2009, c'est que l'on ne peut pas sauver la planète en une nuit. Il faut donc bien préparer la conférence de Paris. Tous disent souhaiter un accord, mais les questions demeurent compliquées, il s'agit de surmonter les divergences entre pays développés, émergents et en développement.

Je pense que la présidence luxembourgeoise l'a bien compris, les préparations vont bon train et il y a de nombreux contacts et rencontres à tous les niveaux. Il faudrait aussi éviter à ce que la présidence française de la COP et la présidence luxembourgeoise du Conseil essayent de se faire concurrence, de se voler la vedette, et les rôles respectifs doivent être bien claires. En fin de jeu, il ne faut pas trop camper sur ses positions, plutôt il faut rester à l'écoute de l'autre, comprendre ses points de vue, trouver des compromis, sans pour autant vouloir arriver à un accord à n'importe quel prix. ♦

COP21 à Paris – le côté pratique

Les finances :

187 millions € sont alloués par l'État français à l'organisation et à la préparation de la COP21.

Un budget prévisionnel de 6 millions € est versé par la France au Secrétariat de la CCNUCC. Il s'agit des coûts engendrés par l'organisation de la COP21 à Paris plutôt qu'à Bonn et couvrant les frais des fonctionnaires de l'ONU.

100 million € va rapporter la COP21 à la région d'Île-de-France.

Les surfaces :

80 000 m² de surfaces existantes

80 000 m² de surface temporaires à construire

15 000 m² d'espace mis en vente pour pavillon/bureaux (prix du m²: 480 € TTC)

Les participants :

196 parties accréditées (195 pays + l'Union européenne)

40 000 personnes, délégués, observateurs

3 000 journalistes accrédités

L'équipe française :

3 000 personnes recrutées